LETTRE D'INFORMATION N°2

MAI 2025

Stratégie départementale d'adaptation au changement climatique

Face aux impacts déjà perceptibles du changement climatique en Loire-Atlantique, et pour anticiper ceux à venir, le Département s'est engagé au printemps 2023 dans la construction de sa stratégie d'adaptation. Cette dynamique multi-acteur·ices s'est poursuivie en 2024 et début 2025 pour partager avec les experts et les territoires les premiers travaux et identifier les priorités pour s'adapter.

Les avancées de la démarche

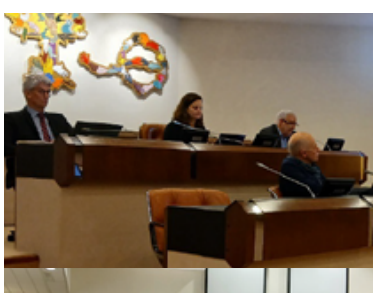
Un document sur les vulnérabilités de la Loire-Atlantique face au changement climatique

Ce document a été remis le 12 décembre 2024 aux participants du comité d'orientation de la stratégie départementale d'adaptation au changement climatique puis diffusé en janvier par mail ou courrier aux EPCI, maires, élus départementaux et partenaires de la démarche. Il est également disponible sur le site Internet du Département.

Il se base sur un travail qui a été réalisé en 2023-2024 avec l'aide des partenaires de la démarche pour enrichir cette première version de diagnostic. Ce travail visait à répondre, à partir des connaissances actuellement disponibles, à la question suivante : **comment le climat va-t-il évoluer, et face à ces évolutions quelles sont les vulnérabilités du territoire de Loire-Atlantique et de ses habitants ?**

Ce document est accompagné d'un mémo intitulé « Le b.a.-ba de l'adaptation », présentant de manière pédagogique ce concept souvent mal compris.

Une contribution commune du Département de Loire-Atlantique et de l'Association des Maires du 44 au Plan National d'Adaptation au Changement Climatique 3



Le comité d'orientation du 12 décembre 2024 a été suivi d'un temps d'information sur le Plan national d'adaptation au changement climatique 3 (PNACC 3), co-organisé avec l'AMF44. Ronan Dantec, Président de la commission spéciale chargée de l'orientation de l'action de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique au sein du Conseil National de la Transition Écologique, est intervenu pour présenter le projet de PNACC 3. Lors de ce temps, a été validé un **projet de contribution à la consultation nationale autour du PNACC 3, commun entre l'AMF44 et le Département de Loire-Atlantique**.

La contribution pointe notamment les **moyens financiers et en ingénierie alloués aux mesures d'adaptation qui semblent insuffisants pour permettre leur mise en œuvre à l'échelle locale.**
Cette contribution est disponible sur le lien suivant.

Vers des groupes de travail pour mutualiser les forces entre EPCI, CD44 et autres partenaires autour de chantiers prioritaires

Les agent·es des EPCI ont émis un premier avis sur les sous-thématiques pour lesquelles un travail commun CD44/EPCI pourrait être engagé en 2025 lors du **comité technique du 14 novembre 2024**. Pour cela, ils ont justifié leurs choix et détaillé les pistes de travail qui leur semblaient pertinentes. Pour les aiguiller, un tableau évaluant la vulnérabilité du territoire pour différentes sous-thématiques et les leviers à disposition des EPCI et du Département face à ces différentes vulnérabilités avait été élaboré.

Les **expert·es partenaires de la démarche**, réunis le **19 novembre 2024** ont pu, parmi les 10 vulnérabilités dégagées en comité technique, creuser les premières pistes de travail identifiées et compléter avec des données ou ressources utiles.

Les **« chantiers prioritaires » à lancer en 2025** ont pu être tranchés en comité d'orientation le 12 décembre 2024 par le vote des élus des EPCI présents.
Ainsi, **deux groupes** réunissant les EPCI volontaires, le CD44 et quelques autres partenaires (PNR, PETR …) **ont débuté en 2025** un travail sur les deux thématiques suivantes :

- **Évolution des milieux et des écosystèmes face à tous types d'aléas climatiques,**
- **Ruissellement pluvial dans les centres urbains ou centres-bourgs.**

Trois autres grands enjeux sont arrivés en tête des votes et feront ultérieurement l'objet de travaux selon des modalités restant à définir, en lien avec des projets ou gouvernances existantes (Projet agricole et alimentaire du Département de Loire-Atlantique, Comité départemental de l'eau…) :

- Vulnérabilité de la consommation alimentaire (coût, qualité, évolution) face à tous types d'aléas climatiques,
- Adéquation offre/demande en eau (quantités) et concurrence entre les usages dans un contexte de sécheresse,
- Dégradation de la qualité de l'eau (en lien avec l'augmentation de la température).

La démarche se poursuit également en interne

La stratégie départementale d'adaptation au changement climatique comprend également un volet « interne » qui vise à ajuster les politiques publiques départementales et le fonctionnement des services départementaux pour faire face au changement climatique.
À partir d'entretiens et d'un questionnaire aux directions, un état des lieux des impacts du changement climatique sur les activités et politiques a été établi. Les premières pistes d'adaptation ont été identifiées et seront partagées en 2025 pour lancer les premières actions.
Par ailleurs, des référents climat ont été mis en place fin 2024 au sein des directions du Département. Ils sont le relai au sein de leur direction, afin de s'informer et de partager la culture commune sur le climat auprès des agents de leur direction.

Focus sur les enjeux sociaux du changement climatique

L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) a mené une comparaison internationale sur l'intégration par les pays des enjeux sociaux, relatifs aux populations vulnérables et aux travailleurs, dans leurs politiques climatiques d'adaptation et d'atténuation.
Le rapport rappelle qu'au niveau mondial il est désormais bien établi que **le changement climatique exacerbe et exacerbera probablement encore plus les inégalités existantes** : **socio-économiques, de genre, condition physique, appartenance à des minorités.** Pour limiter l'impact social des mesures de transition écologique et d'adaptation au changement climatique il apparait donc nécessaire de considérer les inégalités sociales et les fragilités.

Deux principaux constats sont établis dans le rapport :

- La **France**, comme les autres pays, **progresse dans l'intégration des enjeux sociaux à ses politiques climatiques**, en particulier dans les **domaines** de **l'emploi,** de **la mobilité**, de **la rénovation énergétique**, et en matière de **protection des travailleurs**.
- Il est urgent de s'organiser face au défi social majeur que représente l'adaptation au changement climatique pour lequel aucun pays n'apparaît avoir développé un modèle de soutenabilité exemplaire.

Trois préconisations sont formulées :

- Nécessité de **développer les travaux de recherche et d'expertise** qui permettront de mieux caractériser les risques sociaux liés au changement climatique, afin d'améliorer leur prise en charge et les actions de prévention.
- Des pistes pour **améliorer les politiques de transition écologique actuelles ou en cours de définition**, tenant davantage compte des **modes de vie** (ciblage, approche globale des aides, accessibilité).
- En matière de gouvernance, un **renforcement de la place faite au champ social dans les instances de coordination et d'élaboration des politiques climatiques**, l'organisation du pilotage de la transition juste au sein des ministères sociaux et un élargissement de la participation des personnes les plus précaires et des instances sociales.

Pour en savoir plus, lien vers le rapport complet de l'Igas : « Les enjeux sociaux du changement climatique » publié en décembre 2024

Quelques ressources sur l'adaptation au changement climatique

- Rapport météo France sur la France à +4°C
- Rapport Oxfam sur l'insuffisance des mesures climatiques en France
- Rapport de la Croix Rouge publié en 2024 sur le thème « Événements climatiques extrêmes : sommes-nous prêts à l'inévitable ? 10 propositions pour renforcer notre anticipation collective et notre préparation individuelle aux effets du changement climatique »
- Synthèse du rapport annuel 2024 de la Cour des Comptes, dédié cette année à l'adaptation au changement climatique
- Les représentations sociales du changement climatique - 25ème vague du baromètre – avec également un focus disponible sur les élus locaux
- Cahiers d'acteurs déposés dans le cadre de la consultation sur le PNACC3

Contacts

Bertille BALLUFFIER
Cheffe de projet stratégie d'adaptation
bertille.balluffier@loire-atlantique.fr

Amalia GHEMARD
Chargée de projet stratégie départementale d'adaptation au changement climatique
amalia.ghemard@loire-atlantique.fr

Service agriculture climat énergie
climat.energie@loire-atlantique.fr